

**CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DECEMBRE 2017 N°2017-19  
RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCES REGULE DES TIERS  
AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN FRANCE**

**Réponses d'ENGIE**

Date : 23 janvier 2018

**Question 1 : Etes-vous favorables aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

ENGIE est favorable aux principes généraux proposés par la CRE pour déterminer le revenu autorisé des opérateurs de stockage sur base d'un périmètre de régulation identique à celui repris par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie.

Ces principes généraux, tant pour le calcul de la BAR initiale que du revenu autorisé des opérateurs, sont cohérents avec les méthodologies utilisées pour les autres Infrastructures gazières. En particulier, ENGIE considère que la méthode de calcul dite des « coûts courants économiques » proposée pour déterminer la BAR initiale est robuste, dans la mesure où elle a déjà été éprouvée par le passé pour la valorisation des actifs de transport de gaz et des terminaux méthaniers de Fos Tonkin et de Montoir.

ENGIE souhaite cependant attirer l'attention de la CRE sur l'absence de mécanisme de couverture des coûts de retrait de capacités en cas de révision du périmètre de régulation dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie. Il s'agit d'un risque majeur qui pèse sur les opérateurs et qui, s'il se matérialisait, entrainerait des pertes de valeur massives sans aucune compensation prévue dans les principes exposés de cette première période de régulation. ENGIE suggère que la CRE mentionne dans sa prochaine délibération un accord de principe pour étudier un tel mécanisme de couverture des coûts.

**Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

ENGIE est favorable à l'introduction d'un CRCP pour les activités de stockage permettant de régulariser *a posteriori* les charges et produits réellement constatés et les charges et produits prévisionnels des opérateurs, à l'instar de ce qui existe déjà pour les autres Infrastructures gazières.

**Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

ENGIE considère que la régulation doit apporter suffisamment de visibilité aux opérateurs de stockage pour planifier l'engagement des ressources nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des actifs. A cet égard, une période de régulation courte ne peut être acceptable que dans un contexte de mise en place de la régulation. Dans cette perspective, ENGIE est favorable à une durée de deux ans pour une première période de régulation.

ENGIE considère que les périodes de régulation suivantes devraient être calées sur une durée plus longue, à l'instar de ce qui est pratiqué pour les autres Infrastructures gazières, permettant d'avoir le niveau de visibilité adéquat avec l'engagement des ressources sur le long-terme.

Enfin, à la suite de cette première période, ENGIE demande la mise en place d'une régulation incitative, si cela ne peut être fait dans cette première période, afin d'inciter les opérateurs de stockage non seulement à la réussite des enchères, mais également à l'efficacité globale du dispositif.

**Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP », et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/-5% du revenu autorisé prévisionnel ?**

ENGIE est favorable à cette proposition qui constitue une bonne solution pour cette première période tarifaire. Limiter l'apurement annuel du CRCP à +/- 5% du revenu autorisé prévisionnel comme proposé par la CRE permettrait d'éviter les variations trop importantes de l'ATRT d'une année sur l'autre. Si ces variations devaient excéder les +/- 5%, elles seraient difficilement explicables aux clients finals.

En revanche ENGIE n'est pas favorable à l'inclusion dans la limite de +/-5% des achats-ventes de gaz qui pourraient être effectués par les opérateurs dans le cadre du dispositif à l'étude de filet de sécurité ou pour compléter le remplissage des stockages et maintenir leurs performances dans la durée. En effet, cette limite de +/-5% peut s'avérer trop faible pour intégrer les ajustements potentiels liés à ces opérations et, compte tenu du manque de visibilité sur ce dispositif et de retour d'expérience sur les enchères, ENGIE propose de traiter l'apurement des achats-ventes via un mécanisme *ad-hoc*.

**Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

ENGIE est favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur le résultat des enchères. Le principe d'un bonus de différents niveaux, selon le niveau des ventes de volumes lors des enchères, semble être le plus pertinent pour inciter à une commercialisation maximale des stockages lors des enchères. Ce bonus devrait tenir compte des premiums générés lors des ventes afin que cette régulation incitative soit bien liée à la valeur effective des stockages accordée par le marché.

**Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

ENGIE approuve la méthode d'évaluation utilisée pour calculer la valeur initiale de la BAR et son application à l'ensemble des actifs nécessaires au fonctionnement des stockages, dont le gaz coussin.

Cette méthode des « coûts courants économiques » est robuste et a déjà été utilisée par le passé pour valoriser d'autres Infrastructures gazières.

En revanche, ENGIE considère que le calcul de la BAR doit s'appuyer sur des paramètres reflétant la meilleure estimation des durées de vie économique des actifs à la date de mise en place de la régulation. S'agissant du gaz coussin, ENGIE amortit cet actif dans ses comptes à l'horizon 2260 qui correspond à l'extinction des réserves mondiales de gaz telle qu'évaluée en 2010 par les experts de l'AIE. ENGIE considère que le développement des gaz verts auquel il participe activement est de nature à pérenniser l'énergie gaz dans le mix énergétique de demain comme étant le meilleur allié des énergies renouvelables et par conséquent l'exploitation sur le long-terme des stockages de gaz qui apportent la flexibilité indispensable à cette évolution.

ENGIE propose donc de retenir un horizon d'amortissement du gaz coussin pour le calcul de la BAR cohérent avec cette vision et la durée de vie économique des actifs qui en découle. La prise en compte rétroactive de cet horizon d'amortissement aligné sur les perspectives d'exploitation des stockages à la date de mise en place de la régulation s'inscrit dans une logique de calcul d'une valeur économique à une date donnée. ENGIE considère que cet horizon d'amortissement du gaz coussin devrait être retenu à l'identique pour le passé et l'avenir.

Le niveau de BAR envisagé par la CRE de 3.35 Md€ est inférieur à la valeur des actifs de stockage dans les comptes d'ENGIE. Cette valeur dans les comptes reflète les conditions de marché dégradées dans lesquelles opère Storengy et elle intègre déjà les restructurations conduites par Storengy. En outre, elle est confirmée par les tests de valeur réalisés chaque année en application des normes comptables internationales.

Dans ce contexte, ENGIE ne peut émettre un avis positif sur le niveau de BAR envisagé par la CRE qui le conduirait à déprécier ses actifs dans ses comptes. Le niveau de BAR proposé par Storengy en appliquant la méthode des « coûts courants économiques » est cohérent avec la valeur de long-terme des actifs de stockage telle que reflétée dans les comptes d'ENGIE.

<b>Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?</b>
---

ENGIE privilégie la méthode de calcul de la BAR développée dans la réponse à la question 6 mais s'agissant du gaz coussin ENGIE a proposé une méthode alternative qui consiste à valoriser le gaz coussin lors de l'entrée en régulation en utilisant les prix de marché historiques.

Compte tenu des divergences de valorisation entre les opérateurs dans leurs comptes, notamment liées à l'historique de constitution des sociétés, cette méthode a le mérite de l'homogénéité entre les opérateurs.

En retenant une période de référence plus ou moins longue depuis 2009 pour valoriser le gaz coussin, la fourchette d'évaluation de la BAR devrait être autour de 4 Md€.

**Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagés par la CRE ?**

Le taux de rémunération des actifs est un paramètre structurant de la régulation qui doit être cohérent avec les risques inhérents à l'activité de stockage. La fourchette de taux proposée par la CRE induirait une prime comprise entre 50 et 150 points de base sur le taux des activités de transport auquel il serait adossé. ENGIE considère que le risque porté par l'activité stockage, notamment afférent à la géologie et aux puits, est significativement plus élevé que le risque transport.

Par conséquent, il justifie d'une prime similaire à celle des terminaux de 200 points de base. Le taux de rémunération proposé de 7.25% rémunère cet incrément de risque.

**Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Les paramètres de calcul des charges de capital (autres que la durée d'amortissement du gaz coussin) devraient être déterminés en fonction du risque de l'activité (cf. question 8) et du niveau de revenu autorisé permettant d'atteindre l'équilibre économique après prise en compte des investissements de maintien du parc (cf. question 11).

ENGIE conteste la valeur de la BAR initiale de 3.35 Md€ proposée par la CRE et a proposé des méthodes de calcul alternatives permettant de mettre en cohérence la BAR initial avec la juste valeur des actifs de stockage telle qu'inscrite dans ses comptes (questions 6 et 7). S'agissant de la durée d'amortissement du gaz coussin à compter de la régulation, ENGIE considère qu'elle devrait être alignée sur l'horizon de vie économique qu'il retient pour les stockages, c'est-à-dire 2260.

**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

ENGIE considère que la régulation doit couvrir les charges nettes d'exploitation d'un opérateur efficace dans une perspective de réalisation de gains d'exploitation pérennes permettant d'asseoir dans le temps la compétitivité de l'énergie gaz. Cette préoccupation s'applique à l'identique aux Infrastructures gazières déjà régulées et au stockage.

ENGIE est favorable à terme à un mécanisme de régulation incitative sur les charges nettes d'exploitation de Storengy.

En revanche, ENGIE rappelle que les prestations qu'elle facture à Storengy le sont à la valeur marché, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'envisager des abattements *ab initio* sur ces postes.

**Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?**

En complément des remarques déjà formulées sur la nécessité d'une cohérence entre la valeur de la BAR initiale et celle dans les comptes d'ENGIE et la juste rémunération des capitaux investis, le revenu

des opérateurs doit permettre d'équilibrer l'ensemble des dépenses, y compris les investissements indispensables au maintien de l'outil industriel dans le temps.

En outre le revenu autorisé devrait être cohérent avec le revenu annuel moyen historique des opérateurs qui s'établit pour Storengy à 605 M€ depuis sa création.

<b>Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?</b>
--

Pour définir cette assiette, le principe « client protégé = client payant sa protection » doit prévaloir à terme. Or, en France, l'ensemble des clients finals raccordés aux réseaux de gaz naturel sont actuellement protégés, exceptés ceux ayant souscrit des contrats de fourniture interruptibles ou ceux s'étant déclarés délestables en cas de pointe (cf. décret relatif à l'obligation stockage du 12 mars 2014).

Dès lors, il serait fondé qu'en régime établi ce périmètre soit ajusté, fonction notamment des conclusions à venir / à paraître de la mission interministérielle sur la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité en France. Il fait cependant sens que ce périmètre soit identique à celui du mécanisme d'obligation des fournisseurs dans le cadre du filet de sécurité.

Néanmoins, ENGIE est favorable à la proposition formulée par la CRE sur la définition de l'assiette assujettie à la contribution régulée, pour conserver, dans un 1<sup>er</sup> temps, le périmètre aujourd'hui soumis à obligation de stockage pour définir l'assiette soumise à contribution, au nom du principe de continuité.

En ce qui concerne le fonctionnement proposé, ENGIE est favorable :

- Au terme tarifaire stockage proposé par la CRE ainsi qu'à une seule mise à jour annuelle au 1<sup>er</sup> avril de ce terme suite aux enchères de stockage ;
- A une compensation expéditeur facturée mensuellement en fonction des clients effectivement en portefeuille le mois en question (ce qui implique une révision mensuelle des « Assiettes Clients » de chaque expéditeur).

ENGIE salue la proposition de la CRE de publier une délibération au plus tard le 31/03, afin de fixer le terme tarifaire stockage au plus juste et en même temps que la mise à jour annuelle de l'ATRT au 1<sup>er</sup> avril, facilitant la facturation aux clients finals.

Si le mécanisme de dernier recours devait être déclenché, une projection du revenu complémentaire issu des coûts et des recettes liées aux souscriptions additionnelles devrait être appliquée à la compensation France, afin de fixer le niveau du terme tarifaire stockage au plus juste comme le souhaite la CRE. La CRE devrait disposer au 31/03 de tous les éléments nécessaires pour estimer cette projection de revenu complémentaire.

<b>Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?</b>
---

ENGIE est favorable à la méthode 2 qui présente l'avantage d'être plus transparente et de ne s'écarter qu'à la marge du système actuel. Le choix de cette méthode présentera également l'avantage d'une homogénéité avec la méthode proposée par la DGEC pour l'attribution de l'obligation de derniers recours aux fournisseurs.

Néanmoins ENGIE formule deux remarques importantes sur cette méthode :

- Il sera nécessaire de préciser la proposition qui reste vague sur le jour qui sert de référence pour définir la capacité souscrite (CJA) dans la cas d'un client à souscription et de mettre en place un test spécifique réalisé par les GRD pour exclure de l'assiette de compensation les clients contre-modulés. La liste des clients ainsi écartés devrait être communiquée au plus tôt aux fournisseurs gérant ces clients ;
- L'assiette doit être calculée sur la capacités maximale souscrite, incluant les souscriptions ponctuelles de capacités quotidiennes. Le calcul de l'assiette doit être réalisé a posteriori, ou lissé sur l'année selon le profil du client, pour prendre en compte les éventuelles capacités quotidiennes souscrites au cours du mois et doit être mis à jour mensuellement sur la base du portefeuille clients effectif de l'expéditeur pour le mois en question, afin de tenir compte des variations de portefeuille.

**Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

Cfr question 13.

**Question 15 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT vers une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**

ENGIE est favorable à un reversement de la compensation des deux GRT vers les trois opérateurs de stockage, comme proposé par GRTgaz et par la CRE. Cette proposition semble en effet être possible dans tous les cas de figure, la compensation étant calculée à la maille France. En outre, compte tenu du timing serré avant le démarrage de la nouvelle année de stockage, cette méthode doit être privilégiée car elle semble plus simple et plus rapide à mettre en œuvre car commune à tous les opérateurs.

**Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

ENGIE est favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage la première année.

La première année est particulièrement cruciale pour le succès de la réforme, dans le contexte de fusion des zones. Le contexte pourrait conduire à un cyclage particulièrement important des stockages. Pour s'assurer d'un niveau de remplissage des stockages pour l'hiver 18/19, et notamment au Sud, ENGIE est favorable à ce que les opérateurs de stockage disposent d'une grande marge de manœuvre pour assurer les niveaux de gaz en stock suffisants. ENGIE accueille favorablement les dispositions proposées par Storengy pour prolonger à moindre frais la période de soutirage sur Q2-18 et encourage les opérateurs à proposer tout de type de produits qui pourrait aider à satisfaire les obligations de stockages.

L'objectif premier de cette commercialisation doit être la maximisation des souscriptions lors d'enchères ouvertes à tout acteur. Au vu du calendrier contraint, privilégier la simplicité, la

transparence et la prévisibilité permettra de maximiser les chances de succès des enchères et un traitement équitable des acteurs.

Cependant, cet objectif ne doit pas se limiter à la première année de la réforme et l'encadrement des prix de réserve doit rester une préoccupation majeure pour les années futures. Il est en effet essentiel que les modalités de commercialisation pour les années suivantes, i.e. en régime établi, puissent être clarifiées dès que possible, et ce dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2018, afin que les acteurs de marché aient la visibilité nécessaire pour la constitution de leurs offres commerciales une fois la première série d'enchères relative à l'année de stockage 2018/2019 exécutée.

<b>Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100% des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?</b>
---

ENGIE est favorable à un calendrier de commercialisation le plus étendu possible. Du fait des contraintes spécifiques de cette première année, une période de 4 à 5 semaines avant le 31 mars 2018 est pertinente.

ENGIE estime nécessaire que la totalité des capacités soit proposée à minima une fois à la vente lors de cette phase de commercialisation avant l'évaluation de l'atteinte du niveau nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement.

Concernant la publication des informations nécessaires au bon déroulé des enchères, et afin de laisser un temps suffisant aux expéditeurs pour analyser les produits proposés par les opérateurs de stockage pour la phase de commercialisation initiale, ENGIE estime que la publication de la délibération portant sur l'accès régulé au stockage doit avoir lieu la première semaine de février et une publication par les opérateurs de stockage des caractéristiques des produits proposés au plus tard le 09/02.

Si un tel calendrier est respecté, les enchères de stockage pourraient commencer le 26/02, tout en laissant aux acteurs de marché un minimum de 15 jours pour anticiper les enchères, et terminer quelques jours avant le 31/03, ce qui permettrait de laisser quelques jours à la CRE pour évaluer le terme tarifaire stockage et publier la délibération relative pour l'année 1<sup>er</sup> avril 2018 – 31 mars 2019.

Au vu du projet de décret présenté par la DGEC lors du comité ATS du 8 janvier 2018, parmi les informations nécessaires au bon fonctionnement des enchères, se trouve, en plus des éléments déjà cités dans la consultation, le niveau minimal de stockage nécessaire à la sécurité d'approvisionnement, une première estimation des capacités non cyclables ainsi que le complément de prix qui serait appliqué à une souscription forcée des fournisseurs.

ENGIE estime que ce complément de prix devrait être fixé à zéro au moins pour les premières années : les règles ne seront fixées, au mieux, que quelques jours avant les enchères, une phase d'apprentissage est compréhensible. De plus, tant que les opérateurs de stockage n'ont pas d'incitation financière à la réussite des enchères il apparaît asymétrique et inéquitable de prévoir un complément de prix pénalisant pour les fournisseurs en cas d'échec de ces dernières.

**Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

ENGIE est favorable à ce qu'aucune enchère n'ait lieu les vendredis, dans la mesure du possible du calendrier de cette année (déjà nettement restreint par la publication des textes réglementaires). Par ailleurs, ENGIE est favorable à ce que les enchères Storengy et TIGF aient lieu lors de périodes différentes (en distinguant a minima par demi-journées).

**Question 19: Etes-vous favorable à la règle proposé par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

ENGIE est favorable à la règle proposée par la CRE pour le lotissement des produits en fonction de volumes commercialisables. ENGIE encourage néanmoins les opérateurs de stockage à limiter le plus possible les capacités mises en vente sur une journée d'enchère à 10 TWh afin de faciliter la couverture de ces volumes sur les marchés une fois les enchères allouées. Par ailleurs, ENGIE souhaite rappeler qu'une journée d'enchère devrait se terminer avant 16h afin que les acteurs puissent couvrir leur allocation dans le marché s'ils le souhaitent (passé cette heure pour la communication des allocations, les acteurs diminueront le premium remis à l'enchère pour tenir compte d'une position ouverte ne pouvant être refermée le jour même).

ENGIE souhaite également que le prix de clearing de l'enchère soit communiqué, ainsi que les volumes demandés et les volumes alloués, à l'ensemble des acteurs, même ceux n'ayant pas participé à l'enchère, dans un souci de transparence et pour favoriser le succès des enchères suivantes.

**Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

ENGIE est favorable à une diversité de produits proposés par chacun des opérateurs de stockage afin de rencontrer le plus d'intérêts possible du marché. La commercialisation des capacités de stockage aux enchères a pour but d'encourager une grande variété d'acteurs à souscrire des capacités.

Pour la première année, ENGIE est favorable à ce que les produits proposés se placent dans la continuité des produits proposés sur 2017-2018 par les opérateurs de stockages, la connaissance préalable de ces produits réduisant la phase de compréhension et d'analyse préalable aux enchères et maximiseront les chances de succès des enchères.

La publication des produits par les opérateurs de stockages seulement 2 semaines avant laissera peu de temps aux acteurs de marché pour préparer les enchères. Si le contexte ne devait pas permettre de faire mieux cette année, ENGIE souhaite que le calendrier des années suivantes laisse a minima 3 semaines aux acteurs de marché pour préparer les enchères.

**Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée lors d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

ENGIE est favorable au transfert de capacités invendues sur un autre enchère du même produit, ceci afin de proposer le plus de fois possible les capacités de stockage au marché lors de la période d'enchère. En revanche, ENGIE n'est pas favorable au transfert de capacités invendues d'un produit sur un autre produit de l'opérateur. Cela fausserait en effet l'appétence des acteurs participant aux enchères qui n'auront pas la vue des capacités totales commercialisables par produit.

**Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisés avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

ENGIE est favorable à ce que les opérateurs de stockage ne proposent que les produits standards jusqu'à l'atteinte des seuils minimaux nécessaires à la sécurité d'approvisionnement.

**Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE pour une commercialisation de produits standards :

- A minima durant la période de commercialisation initiale et,
- Jusqu'à l'atteinte des seuils minimaux nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement (qu'il y ait eu ou non déclenchement du filet de sécurité).

Une fois ces seuils minimaux atteints, ENGIE est favorable à une commercialisation définie librement par les stockeurs, sous réserve :

- D'une publication a minima 15 jours avant chaque vente des caractéristiques précises des nouveaux produits commercialisés par les opérateurs de stockage ;
- De mêmes modalités de prix de réserve que pour la campagne initiale, afin d'éviter tout arbitrage entre des souscriptions lors de la phase de commercialisation initiale et des souscriptions plus tardives.

ENGIE n'est pas favorable à la concomitance d'une période d'obligation de souscription à prix pénalisé pour les fournisseurs et d'une commercialisation de nouveaux produits.

**Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacité sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

ENGIE souhaite que des capacités pluriannuelles soient commercialisées dès la première année de commercialisation. Elles offrent de la visibilité aux fournisseurs qui peuvent proposer des offres de plusieurs années à leurs clients. De plus, l'organisation d'enchères sur les capacités pluriannuelles est tout à fait en ligne avec l'objectif de maximisation des capacités souscrites. ENGIE est à ce titre favorable à l'organisation d'enchères portant a minima sur l'année 19-20 lors du deuxième ou troisième trimestre 2018 pour une part des volumes commercialisables. Ces enchères peuvent se dérouler sur un calendrier court, une fois celui sur les enchères annuelles clos, avec des lotissements moins contraints que les enchères annuelles (les contraintes de couverture n'étant pas identiques pour des maturités proches ou plus lointaines.)

Dès l'année prochaine, la vente de ces capacités sur plusieurs années pourra être intégrée dans la phase de commercialisation initiale étendue novembre à fin mars.

**Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-19, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?**

ENGIE n'est pas favorable aux enchères à fixing qui se terminent en un seul tour.

Ce type d'enchères n'est pas dynamique et n'a pas vocation à assurer le succès optimal des enchères : les acteurs ne peuvent réajuster leurs offres au fur et à mesure des tours d'enchères, ce qui implique de surcroît une complexité accrue de la préparation des offres pour l'ensemble des acteurs de marché.

Si les enchères à fixing étaient retenues pour cette première année, ENGIE demande qu'un type d'enchères plus dynamique (ex : enchères ascendantes à plusieurs tours en *pay-as-cleared*, avec clearing en *intra-day*) soit étudié dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 pour mise en œuvre dès novembre 2018, pour les campagnes de souscription futures.

**Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en *pay-as-cleared* ?**

ENGIE est favorable à un prix d'adjudication fixé par la méthode du *pay-as-cleared* qui permet la définition d'un prix de marché pour les capacités de stockage. C'est une fixation de prix transparente, à même de garantir l'égalité de traitement entre acteurs.

Comme mentionné à la question 19, ENGIE souhaite la publication de ce prix, ainsi que les volumes demandés et alloués, à l'issue de chaque enchère.

**Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

ENGIE est favorable à la méthode d'expression proposée par les opérateurs dans le cadre d'une enchère à fixing.

**Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

ENGIE est favorable à ces modalités de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités. Ces modalités vont dans le sens de l'objectif de maximisation des volumes souscrits lors des enchères.

**Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

ENGIE est favorable à une solution la plus simple possible (tant pour les opérateurs de stockage que pour les acteurs souhaitant participer aux enchères) et la moins coûteuse possible.

**Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

ENGIE est favorable à la publication de la formule de calcul du prix de réserve en amont de la commercialisation afin de favoriser l'attractivité des enchères pour tous les participants potentiels.

Dans le cadre d'un prix de réserve défini par une formule de calcul, ENGIE est favorable à la publication de la valeur numérique du prix de réserve spécifique pour chaque enchère dans un cadre transparent pour tous les acteurs souhaitant participer à ces enchères.

**Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE de fixer à 0 Eur/MWh le prix de réserve pour tous les stockages.

ENGIE note les éventuels problèmes juridiques liés à la vente d'un produit à un prix négatif. Afin de rendre les enchères attractives, ENGIE rappelle néanmoins que le prix de réserve doit tenir compte de tous les coûts liés à la réservation de stockage.

Dans ce cas d'une exclusion de prix de réserve négatifs, ENGIE souhaite que d'autres éléments puissent être ajustés, tels que les coûts de cyclage ou les tarifs aux PITS, afin de maximiser les chances de succès des enchères en volumes.

**Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

ENGIE partage l'avis de la CRE selon lequel le processus d'enchère devrait suffire à différencier les prix des produits selon leurs performances. Il n'est donc pas nécessaire de tenir compte de cette performance dans la définition des prix de réserve. En effet, le pricing des différents produits relève de la compétence des expéditeurs et ne peut être délégué aux opérateurs de stockages.

Si néanmoins une formule devait inclure la notion de performance des stockages, ENGIE est favorable à ce que cette formule tienne compte de la valeur de marché des stockages, qui ne se résume pas à ses performances au soutirage, mais également à sa performance à l'injection, à sa disponibilité, etc. De plus, cette formule doit être calculable, sans incertitude et avec grande précision, par tous les acteurs de marché pour leur permettre de définir leur stratégie de participation aux différentes enchères.

**Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorables à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

En cas de prix de réserve non nuls, ENGIE est favorable à ce que les stockages du Sud bénéficient d'un prix de réserve plus bas que les stockages du Nord. Cela reflète la moindre attractivité de ces stockages

pendant l'année de fusion des zones. ENGIE considère que la proposition de TIGF pénalise les stockages du Nord sans pour autant rétablir l'attractivité des stockages au Sud, et y est donc défavorable.

**Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, ENGIE est favorable à une formule de calcul basée sur des éléments objectifs et opposables à tous les acteurs de marché. Il importe que les éléments de cette formule permettent au prix de réserve de refléter la valeur de marché et de s'adapter en fonction de l'évolution de celui-ci. Les coefficients utilisés dans la formule proposée par Storengy ont été définis sans que ces constantes fassent l'objet d'un consensus ou d'une source opposable. Ils viennent réduire l'impact des éléments marché dans cette formule de calcul. Les coefficients a et b résultent par exemple en des facteurs  $\alpha$  très élevés pour des stockages performants au soutirage. Cette appréciation peut ne pas être commune à tous les acteurs et réduire de ce fait l'attractivité des stockages lors des enchères.

De manière plus détaillée :

- Le coefficient  $\alpha$ , si un tel coefficient doit exister, ne peut être supérieur à 1 y compris pour les produits de stockage les plus rapides ;
- Le lissage du calcul du spread sur plusieurs jours nécessite un facteur de décote et marge d'au moins 0,25 Eur/MWh pour tenir compte des variations de spread entre cette moyenne lissée et le spread au jour des enchères ;
- Un spread calculé au PEG Nord pour tous les stockages est préjudiciable pour les stockages du Sud en cette année de fusion. Le facteur de localisation proposé de 0,5 Eur/MWh ne permettra sans doute pas de restaurer l'attractivité de ces stockages ;
- Le terme BFR ne peut être fixé en toutes circonstances car il dépend fortement des conditions de marché.

**Question 35 : Etes-vous favorable à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

ENGIE est favorable aux modalités de commercialisation du stockage en zone B qui permettent de garantir aux prestataires de conversion de swap d'accéder aux capacités nécessaires dans ce cadre sans différencier la commercialisation de ce stockage par rapport aux autres produits de stockage, assurant un principe de neutralité financière pour le titulaire du contrat de swap (ni avantage, ni pénalisation en comparaison aux processus d'enchère sur les autres produits de stockage).

Au-delà des besoins au titre du contrat de swap, le prestataire de ce contrat peut demander des volumes sur ce stockage au même titre que tout participant aux enchères, étant alloué après le besoin de swap dans l'ordre des offres remises.

**Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

ENGIE est favorable à la création de la Concertation stockage dès avril 2018 sur le modèle de la concertation gaz, qui dispose d'un très bon retour d'expérience.

Une cohérence de discussion entre les différentes instances de concertation pourrait être assurée sous la forme d'un comité plénier commun. En effet, les participants concernés par la Concertation stockage

seront indéniablement concernés par la Concertation gaz (comme les participants de la Concertation GNL sont similairement indéniablement concernés par la Concertation gaz).

<b>Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?</b>
--

ENGIE est favorable au démarrage des travaux relatifs à la commercialisation des capacités pour les prochaines années dès la fin de la phase de commercialisation initiale pour 2018-2019. De plus, une consultation à l'été 2018 et une délibération en septembre ou octobre 2018 permettra un calendrier plus étendu pour la phase de commercialisation initiale 2019-2020 dès novembre ou décembre 2018 et jusque fin mars 2019, souhaité par l'ensemble des acteurs de marché d'après les échanges tenus cette année.